

Refusons une culture mise au pas par l'extrême droite !



Aujourd'hui, l'extrême droite est à une marche du pouvoir. Les dangers qu'elle fait peser sur l'ensemble des services publics et notamment à la culture sont plus que jamais tangibles. Nous, travailleurs·euses, avons bien conscience de la menace que représente ce tournant politique pour la Culture.

Une vision réactionnaire de la culture

La culture est vue par l'extrême droite comme un outil de propagande au service du nationalisme. Il s'agit, comme dans l'éducation, d'écrire et de diffuser un « roman national » fantasmé. Cette vision manichéenne, unilatérale et autocentrée de la « France », abandonne tout esprit critique pour lui préférer la mise en scène de la « gloire patriotique ».

D'ailleurs, dans le programme du Rassemblement national le terme de culture n'existe pas. C'est la notion de « patrimoine » qui est mis en avant. Celui-ci est centré sur les seuls monuments d'un passé très sélectif, retirant à la culture son caractère vivant, mouvant, fait d'échanges et de productions riches et diverses. Le RN s'en prend souvent à la création artistique contemporaine, aux musiques actuelles, aux festivals indépendants ou engagés.

« Le patrimoine est notre histoire pétrifiée, au sens premier de cet adjectif ; c'est pourquoi il tient une place majeure dans le programme de redressement moral du pays. » (Livret patrimoine du RN, page 5)

Le miroir aux alouettes

Si le programme du RN fait miroiter une hausse considérable du budget « patrimoine » (de 330 millions à 1 milliard), ce n'est rien de plus qu'un leurre.

En premier lieu, une partie des crédits annoncés serait purement et simplement retirée à la création artistique et l'autre partie proviendrait de l'accentuation de la dérive libérale appliquée aux musées ces dernières années (privatisation, location des lieux, mécénat, hausse tarifaire, ...).

En effet, les positions de l'extrême droite sur les budgets sont claires : autofinancement des institutions culturelles via des « politiques de marques » et « augmentation des ressources propres ».

En fin de compte, l'accessibilité des lieux culturels se réduirait, amplifiant encore une fois les discriminations, enfermant encore plus la Culture dans l'entre-soi élitiste.

A l'épreuve des faits : danger pour tous les domaines de la culture !

· En bibliothèque, dans les mairies d'Orange, Vitrolles, Toulon ou Marignane, les majorités d'extrême-droite ont fait pression sur les bibliothèques municipales en baissant les budgets et en s'immisçant dans les choix d'acquisition pour mettre en avant des ouvrages signés par leurs sympathisants, ou censurer des livres de contes du monde entier, coupables de

« multiculturalisme ».

- À Perpignan, le maire RN a essayé d'imposer sa conjointe comme directrice du théâtre municipal avant d'obtenir la nomination d'une fidèle mettant la scène nationale sous tutelle de la municipalité.

- À Hayange (Moselle), les festivals « Théâtre pour tous », « Les Musicales Hayangeoises » et « Gourmet d'ici et d'ailleurs » ont disparu, au profit de la « Fête du cochon », et le budget du conservatoire a été amputé de 25 000 euros.

- En région Grand Est, les projets culturels sur certaines thématiques (immigration, écologie, féminisme) sont censurés par les élu·es du RN.

- À Bruay-la-Buissière (Pas de Calais) : exit le poste d'adjoint à la culture et le service des affaires culturelles, remplacé par un « pôle événementiel » à la mairie.

- À Villers Cotterêts (Picardie), les mesures habituelles des édiles d'extrême droite sont appliquées : baisse des subventions, interventionnisme et censure culturelle.

Au programme :

- Au niveau national, la remise en cause régulière du régime de l'intermittence fait peser de graves menaces sur la création artistique et les conditions de subsistance de milliers de technicien·nes et d'artistes.

- La privatisation de l'audiovisuel public est une promesse de campagne brandie comme une mesure d'économie. Elle remet en cause les conditions de travail, la liberté d'expression et le pluralisme des radios et chaînes de télévision publique pourtant déjà bien mal en point.

Nous refusons une culture et une histoire pétrifiées, un discours monolithique et pétri d'idéologie. Nous refusons un programme de « redressement moral » porté par un parti qui

veut détruire les libertés et imposer son autoritarisme, de repli sur l'identité nationale et de discriminations. Nous refusons une culture aux ordres, réduite à peau de chagrin, dont les travailleurs·euses seraient les complices malgré elleux.

Redonnons à la culture un objectif de lien social, d'ouverture d'esprit et d'émancipation sans aucun repli sur soi. La vocation d'une politique culturelle ne doit pas être la création de profits mais la création d'espaces de débat, de partage et de réappropriation.

Au travail, dans la rue et dans les urnes

Opposons à l'extrême droite notre idéal de justice et de progrès social